

2 Politique

Manœuvres militaires

Signature d'un accord pour le "Central Accord 2016"

SM

Libreville/Gabon

UN accord relatif au lancement de la 2e édition des manœuvres militaires dénommées "Central Accord 2016", a été dernièrement signé au ministère de la Défense. C'est le ministre de la Défense nationale, Mathias Otounga Ossibadjou, pour le compte du Gabon et le Commandant en second de l'Armée de terre d'Africom, le Général Kenneth H. Moore Jr qui ont accompli cet acte. Ceci, à la faveur d'une cérémonie sobre. Laquelle s'est

déroulée en présence de plusieurs autorités militaires gabonaises et américaines.

Selon la partie américaine, il s'agit d'un accord qui fixe le cadre de l'exercice de ce "Central Accord 2016" dans la capitale gabonaise. Celui-ci englobe les armées d'Afrique, des Etats-Unis et des éléments de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Elle s'est ainsi réjouie de ce que le Gabon est la locomotive en Afrique en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix.

'Ces retrouvailles permettront aux troupes de faire face aux opérations sur le terrain en cas de besoin', a



Photo : Junior Mboulief

indiqué le Commandant en second de l'Armée de terre d'Africom, le Général Kenneth H. Moore Jr.

Pour le ministre Mathias Otounga Ossibadjou, la signature de cet accord témoigne à suffisance de la

place du Gabon dans le concert des nations. Il a mentionné l'honneur fait à notre pays, d'être choisi

Une phase de la signature de l'accord entre le ministre Mathias Otounga Ossibadjou et le général Kenneth H. Moore Jr.

pour abriter ces opérations. Ce qui, selon lui, est une fierté nationale et particulièrement pour le chef suprême des forces de défense et de sécurité, Ali Bongo Ondimba. Le membre du gouvernement a par ailleurs souligné l'opportunité offerte aux éléments participant à ces exercices, de mettre à profit ces rencontres pour apprendre davantage des autres.

Programme pour l'égalité des chances

"La vision salvatrice d'Ali Bongo Ondimba n'est pas un appât politique"

Styve Claudel ONDO MINKO

Libreville/Gabon

REUNIS récemment au siège de leur structure sis à Batterie V, autour de leur président, Séraphin Ondoumba, les membres du Club de réflexion et d'actions citoyennes (CRAC) ont accordé leur blanc-seing au Programme pour l'égalité des chances. Lequel a été lancé solennellement par le président de la République, le mardi 23 février dernier, à l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET), en présence d'un parterre de personnalités et d'étudiants.

A travers une déclaration lue par le secrétaire général adjoint 2, à la faveur d'un point-presse, l'association a d'emblée rendu un hommage mérité à Ali Bongo Ondimba, pour les

efforts qu'il ne cesse de déployer en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations gabonaises.

"Ce programme pour l'égalité des chances qui est une consolidation du PSGE, à travers les aspects socio-économiques, s'articule autour de cinq piliers que sont l'égalité des chances pour la formation et l'éducation, l'égalité des chances pour l'emploi, l'égalité des chances pour l'accès aux soins de santé de qualité, l'égalité des chances pour les femmes et l'égalité des chances pour le combat contre les privilèges", a réitéré Steeve Davin Toto Moughiama. Pour qui ce programme, qui met la place de l'Homme au centre des politiques publiques, vise aussi à revaloriser celui-ci dans sa dimension économique, sociale et sociétale.

Aussi, le CRAC estime-t-il qu'en se fondant sur la di-



Photo : VAO

Le bureau du Club de réflexion et d'actions citoyennes lors du point-presse.

versification de l'économie et sa transition vers le tertiaire, en accélérant les investissements structurants que sont les routes, les hôpitaux, les écoles et l'énergie sur l'ensemble du territoire national, ainsi que la lutte contre les inégalités, le numéro un gabonais entend construire un

Gabon prospère, où le mérite, l'autonomisation de la femme et des populations rurales, la parité des genres, l'accès aux soins de santé et la formation priment. «Fort de ce qui précède, un changement s'impose alors dans notre société, pour enrayer toutes les inégalités sociales à tra-

vers le rejet des discours ostentatoires, haineux et politiques, qui visent à ne pas renforcer la cohésion en vue d'un Gabon prospère», suggère le SG 2 du Club de réflexion et d'actions citoyennes.

Le CRAC, pour qui la vision du chef de l'Etat ne constitue en aucun cas un appât

politique, en prélude aux prochaines échéances électorales, dit absolument y adhérer. Ses membres entendent jouer pleinement leur partition dans les tout prochains jours, notamment par la sensibilisation des populations sur l'ensemble du territoire national.

Miroir du Gouvernement

Éviter la dispersion inutile

PENDANT deux semaines, nous étions absents. Cela, pour des raisons indépendantes de notre volonté. Nous sommes ainsi de retour avec la volonté intacte de décortiquer pour vous l'actualité gouvernementale.

Si la campagne présidentielle n'a pas encore été officiellement lancée, les états-majors des partis, de l'opposition comme de la majorité au pouvoir, sont déjà en alerte. Depuis la déclaration de candidature d'Ali Bongo Ondimba à sa propre succession, tout semble s'emballer autant au sein du PDG qu'au gouvernement. C'est le branle-bas-le-combat. Ce qui ne devrait pas être le cas du côté des membres du gouvernement. Les priorités de celui-ci, au moment où la crise pétrolière bat son plein, commandent que ces hommes et femmes adoptent un autre com-

portement. La route, le logement, les grèves, l'amélioration des conditions de vie des populations, sont des réalités dont ils ne devraient pas se départir.

Aux membres du gouvernement, membres d'offices politiques soutenant l'action du chef de l'Etat, de comprendre que la route de la campagne est encore longue. C'est vrai, cinq mois peuvent passer comme du vent, mais il ne sert à rien d'adopter des attitudes frisant la précipitation. Une mobilisation avant l'heure n'aura pour seul mérite que d'éloigner les uns et les autres de l'essentiel d'un projet politique dont les résultats sont attendus. Chacun a donc le devoir de garder en mémoire le bilan personnel d'une œuvre dont devrait être garant le président de la République au moment de demander les suffrages des populations.

Les réussites et les échecs du mandat qui s'achève dans cinq mois, seront passés au crible. Beaucoup de choses peuvent encore se réaliser. Ce n'est certainement pas le moment de lever le pied sur l'accélérateur. Si Ali Bongo Ondimba doit être jugé par ses concitoyens, il le sera en fonction des œuvres de chaque ministre pour faire aboutir son projet politique dont les grandes lignes sont contenues dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Ils devraient tous le savoir. Sans répondre aux lampions d'un engouement avant l'heure, il serait préférable de laisser, pour l'instant, cette mission aux autres.

Dans un contexte marqué par la révision des priorités du fait de la diminution des ressources financières, et surtout des attentes liées à la levée de boucliers des

partenaires sociaux, il ne devrait pas y avoir l'ombre d'une négligence ou d'une quelconque lenteur. Sauf à vouloir nous démontrer que les préoccupations du plus grand nombre passent au second plan. Et que seuls comptent les intérêts nombri-listes et carriéristes, donc forcément égoïstes, d'une catégorie de politiques ramant à contre-courant des objectifs fondamentaux du pays.

Le seul terrain à occuper est celui de la visite des chantiers. Non plus qu'Ali Bongo Ondimba soit toujours contraint lui-même de faire des sorties pour toucher du doigt l'avancement de la plupart de ces travaux disséminés à travers le pays. Au point que tout le monde se demande ce que font les ministres, qui brillent par une absence manifeste. Peut-être attendent-ils que le Premier minis-

tre, ou encore le président de la République, les convainque de ne pas trop se lancer dans une campagne électorale dont les hostilités réelles ne sont pas à l'ordre du jour. En tout état de cause, s'abstenir de jouer les coureurs avant la course serait la posture idéale pour chacun.

L'abandon des bureaux ne doit pas être la norme du fonctionnement d'une administration publique qui s'est fixée le cap d'atteindre la performance. Se référant aux mouvements de grève surgissant dans plusieurs secteurs, le temps n'est plus à faire dans ce qui s'apparente à une dispersion volontaire. Face à un front social en ébullition, le gouvernement devrait se garder de toute attitude qui donnerait raison à ses pourfendeurs.